

26 juin 2014

Auteurs:
Michelle Brown et
Michael Boyce

RD CONGO: LE KATANGA EN CRISE

Le Katanga, province la plus riche de la République Démocratique du Congo, subit une crise humanitaire et sécuritaire qui ne cesse d'empirer. Depuis 2011, le nombre de déplacés internes dans la province est passé de 55 000 à 500 000, soit une augmentation de plus de 900 pourcent. La situation est compliquée par la politique interne, le président Joseph Kabila et nombre de ses plus proches conseillers étant originaires de cette province. Les débats actuels quant aux réponses les plus adaptées prennent notamment en compte les rumeurs de complicité gouvernementale dans la crise du Katanga. Alors que les Nations Unies et les pays donateurs ont été très impliqués dans d'autres parties de la RDC (en particulier dans les provinces du nord et sud Kivu), les efforts internationaux pour protéger les civils au Katanga sont insuffisants et doivent être renforcés bien avant les élections nationales en 2016. Le plan de réponse stratégique pour la RDC de l'ONU est financé à hauteur de 24 pourcent seulement, ce qui a rendu difficile l'augmentation de l'aide au Katanga. Ce manque de financement, associé à un manque d'attention, a contribué à l'échec de la réponse humanitaire.

RECOMMANDATIONS

Réponse humanitaire:

- Le Coordonateur humanitaire pour la DRC doit faire de l'augmentation du soutien d'une réponse humanitaire au Katanga une priorité dans son appel aux donateurs et travailler avec la communauté humanitaire afin de renforcer les opérations dans la province.
- Avec environ 20 pourcent des déplacés internes congolais actuellement au Katanga, les donateurs doivent s'assurer que leur financement reflète mieux la répartition géographique des besoins humanitaires.
- En réponse aux mouvements de population fluide, les Etats-Unis et les autres donateurs devraient accorder des financements flexibles et sur le long terme qui prennent en considération les coûts opérationnels extrêmement élevés au Katanga. Les gouvernements donateurs devraient également soutenir l'éducation, la protection, l'habitat et le rétablissement rapide dans les zones les plus stables du Katanga.
- Etant donné les distances immenses des zones affectées par le conflit, les donateurs devraient faire de la mise à disposition de cliniques mobiles en mesure de venir en aide aux survivantes de violence basée sur le genre une priorité.

Protection des civils:

- La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) devrait déployer des ressources logistiques et civiles supplémentaires au nord Katanga afin d'augmenter les patrouilles, l'analyse du conflit et les efforts de réconciliation.
- La MONUSCO, avec le soutien clair du Conseil de sécurité devrait maintenir, et si possible, moderniser toutes les bases opérationnelles temporaires au nord Katanga et ouvrir une base supplémentaire à Mitwaba.
- Les opérations conjointes entre la MONUSCO et les forces armées congolaises doivent être évitées et aucune « île de stabilité » ne devrait être créée.
- Le Conseil de sécurité, le Représentant spécial du Secrétaire général en RDC et l'Envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs doivent prôner les discussions à l'échelle provinciale et nationale sur le futur du Katanga bien avant les élections de 2016.

CONTEXTE

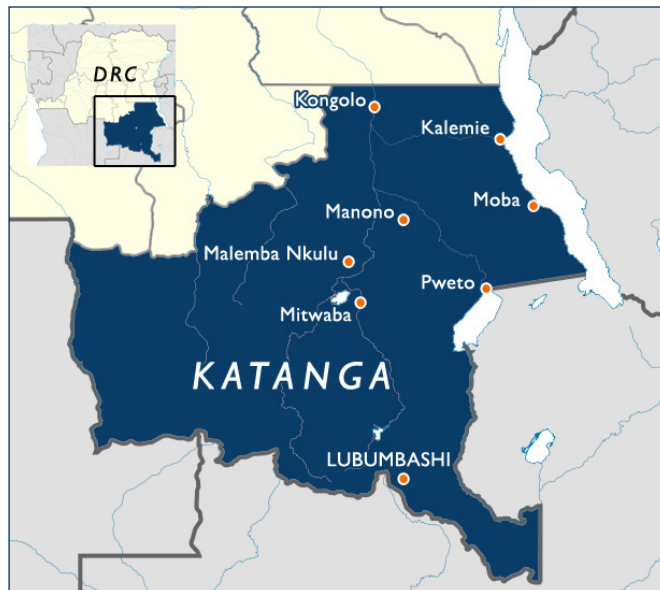
Le Katanga est la province la plus riche de la RDC, et dans bien des mesures, la plus sensible politiquement. Et pourtant, le Katanga affronte deux sérieux conflits qui, conjointement, ont déstabilisé une zone plus grande que la Corée du Sud. Ces conflits menacent les vies et l'habitat des résidents locaux, mais également le futur politique et économique de la RDC dans son ensemble.

Le premier conflit, également le plus sérieux, est mené par le mouvement rebelle mai mai Bakata Katanga (« Ceux qui ont coupé le Katanga »). Au cours des trois dernières années, le groupe a sévi principalement dans la zone entre les villes de Pweto, Manono et Mitwaba, appelée « Triangle de la mort ». Dernièrement, cependant, le Triangle s'est étendu à un « Pentagone de la mort », des activités du Bakata Katanga ayant été rapportées dans des parties des territoires Moba et Malemba Nkulu. Au cours du seul premier semestre 2014, ces rebelles ont rasé plus de 100 villages, détruisant des milliers de maisons, cliniques et écoles.

Le but auto-proclamé du Bakata Katanga est l'indépendance du Katanga. Le mouvement de sécession katangais a une longue histoire, qui a débuté au début des années 1960 avec l'état éphémère du Katanga. Cependant, au cours d'une visite récente dans la province, une équipe de RI a rencontré des sources diverses qui partageaient toutes le point de vue de groupe d'experts de l'ONU pour la RDC, qui a écrit en Décembre 2013 que le Bakata Katanga « servent de multiples objectifs politiques et économiques ».¹

Le Bakata Katanga est, à bien des égards, descendant d'un groupe mai mai précédent, mené par le chef de guerre notoire Gédéon Kyungu Mutanga. Les Mai Mai de Gédéon ont été recrutés par le gouvernement congolais à la fin des années 1990 afin de défendre des parties du Katanga de l'invasion de troupes rwandaises. Les Mai Mai, cependant, sont rapidement tombés dans la criminalité, attaquant des civils, ravageant des villages et recrutant des enfants soldats à travers le Nord Katanga. Après que Joseph Kabila soit devenu président de la RDC en 2001, il a rapidement agi afin de faire la paix avec le Rwanda et de réintégrer de nombreux groupes créés sous l'égide de son père, Laurent. Cependant, sa tentative d'amadouer les Mai Mai katangais a échoué. Ils ont continué à ravager la région jusqu'en mai 2006, quand Gédéon s'est rendu. Seulement cinq ans plus tard, des hommes armés ont libéré Gédéon de sa prison de Lubumbashi et ce dernier a lancé le Bakata Katanga peu après.

¹ Nations Unies. « Final report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo. » 12 Décembre 2013.



Le point de vue qui fait consensus chez les acteurs locaux et internationaux au Katanga et à Kinshasa est que le Bakata Katanga reçoit un soutien significatif de certains officiels congolais au niveau local, provincial et national. Certains pensent que ces fonctionnaires ont de véritables convictions sécessionnistes et perçoivent le Bakata Katanga comme la branche militaire de leur mouvement. D'autres traitent le Bakata Katanga comme une police d'assurance, dont ils tireraient profit en 2016 si un autre natif du Katanga n'était pas élu à la présidence. Tous les mécènes du groupe bénéficient probablement de sites miniers contrôlés par les rebelles.

Les tentatives récentes de neutralisation et de désarmement du Bakata Katanga ont échoué de manière spectaculaire. A la fin 2013, par exemple, un groupe d'environ 400 combattants est arrivé à Manono et a offert de se rendre. Ils furent placés dans un camp de démobilisation proche géré par le gouvernement, où des travailleurs humanitaires ont affirmé qu'aucune nourriture n'était distribuée et que les conditions sanitaires déplorables avaient provoqué une épidémie de choléra. Avant que les arrangements afin de les transférer aient été réalisés, pas moins de 300 d'entre eux avaient disparu dans la brousse. Des unités de l'armée congolaise (FARDC) ont été déployées afin de contrer le Bakata Katanga, mais les travailleurs humanitaires et les fonctionnaires affirment que la majorité n'est pas payée, ce qui les pousse à s'en prendre à la population civile. Ils sont accusés de pillage, de travail forcé, de mariage forcé et d'imposition illégale.

Le second conflit majeur au nord Katanga oppose la communauté Luba et les tribus locales pygmées connues sous le nom de Batwa. Depuis 2012, les combats au nord des territoires de Manono, Nyunzu et Kalemie ont déplacé

entre 30 000 et 50 000 personnes. Beaucoup des zones affectées sont isolées et largement inaccessibles aux agences humanitaires et à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Pourtant, de nombreuses violations de droits et d'atrocités ont été rapportées, y compris des massacres et des destructions de villages. On estime que les violences basées sur le genre (VBG) dans le conflit Luba-Batwa sont particulièrement sévères, et incluent notamment des allégations d'extraction de fœtus de femmes enceintes, kidnappings et mariages forcés.

On en sait pas ce qui a donné naissance aux hostilités, mais de nombreux analystes et travailleurs humanitaires interviewés par RI soulignent la marginalisation des Batwa durant des décennies à travers l'Afrique centrale. Ils sont considérés comme « sous humains » par des autorités traditionnelles et il ne leur est même pas permis de toucher la nourriture consommée par les communautés de langue Bantoue. Certains Batwas au nord Katanga ont été bannis de pratiquer des activités minières sur leur propre terre, et tandis que leurs forêts sont détruites, beaucoup n'ont d'autre choix que de devenir fermiers locataires ou servants pour des propriétaires fonciers Lubas.

Les travailleurs humanitaires connaissant bien le conflit ont dit à RI que les combattants Batwa sont partagés entre différentes communautés, et n'ont pas de structure de commandement claire. Ils affirment aussi que de nombreux chefs Lubas dans la zone sont profondément opposés à un changement de la relation avec les Batwas, et qu'ils préféreraient combattre plutôt que de conclure un accord. Cela a rendu la facilitation du dialogue par de potentiels médiateurs difficile.

Un autre front dans le conflit du Katanga a récemment émergé le long de la frontière nord de la province. Des sources multiples ont dit à RI que des groupes rebelles qui opéraient auparavant majoritairement dans les provinces du nord et sud Kivu -y compris les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), les Forces nationales de libération (FNL), Raia Mutomboki et Mai Mai Yakutumba- sont passés au Katanga. RI a également reçu des informations non vérifiées selon lesquels les militants des FDLR se seraient intégrés aux communautés Batwas locales et combattraient avec elles.

De manière regrettable, la violence qui frappe le nord Katanga est encore peu comprise. Beaucoup de questions concernant l'identité des acteurs armés, leurs motivations et leur réseau de parrainage restent sans réponse. Il est évident, cependant, que la situation se détériorera au cours des deux prochaines années si rien n'est fait. Pratiquement

tous les officiels interviewés par RI ont exprimé des préoccupations sérieuses concernant l'accentuation de la violence des dissensions politiques avec l'approche des élections de 2016 en RDC. Et cela pourrait engendrer une situation à laquelle ni le gouvernement congolais, ni la communauté internationale ne sont un tant soit peu préparés.

APERÇU HUMANITAIRE

Les déplacements au nord Katanga sont extrêmement fluides, et le nombre exact de déplacés internes est loin d'être clair. Le bureau des Nations Unies pour la coordination des Affaires humanitaires (OCHA), en mars 2014, estimait leur nombre à 500 000 au Katanga. A mesure que le conflit s'étend, le nombre de déplacés internes continue à grandir.

Malgré la richesse minérale de la province, beaucoup de personnes au nord manquent de services de base et survivent grâce à ce qu'ils peuvent cultiver ou gagnent en travaillant dans des mines artisanales. Le cholera, la rougeole et la malaria sont endémiques. Même en temps de paix, les habitants du nord Katanga sont confrontés à une insécurité alimentaire chronique, une isolation et un manque d'accès à l'éducation et à des soins de santé. Lorsqu'elles fuient la violence, les familles sont obligées de laisser derrière elles le peu qu'elles possèdent : bétail, vêtements et articles ménagers compris, ce qui les rend encore plus vulnérables.

Il est extrêmement difficile d'accéder à la plupart des zones de conflit dans la région. Les routes locales sont essentiellement des chemins de sable et deviennent pour la majorité impraticables durant la saison des pluies. Pourtant le Bakata Katanga est capable de mener des attaques fréquentes sur une large zone, y compris des attaques sur des déplacés internes ayant reçu des distributions humanitaires. Il a aussi été rapporté, mais pas confirmé, que des membres de la FARDC se font passer pour des Bakata Katanga et demandent de l'aide aux civils.

Le nombre de déplacés internes dans les zones touchées par le conflit Luba-Batwa a augmenté au cours des 18 derniers mois. Beaucoup d'entre eux se dirigent vers des villages dans le sud où d'autres civils fuyant le Bakata Katanga ont également trouvé refuge. Le conflit se déroule dans une région particulièrement isolée où l'accès à l'aide est limité.

Les besoins humanitaires au nord Katanga sont immenses. L'insécurité alimentaire augmente, et de nombreux déplacés internes, y compris ceux déplacés récemment, doivent encore recevoir la distribution de nourriture de 3 mois de

l'ONU qui est la règle en RDC. L'OCHA estime qu'environ 75 000 enfants dans la zone de conflit seront confrontés à une malnutrition aigüe cette année. L'année dernière, seulement 64% des enfants atteints de malnutrition nécessitant un traitement l'ont reçu. Sur les 770 cas de violence sexuelle rapportés dans la province du Katanga, 70 pourcent des cas concernaient des déplacés internes.

RI a visité plusieurs sites de déplacés internes en territoire Manono, et les conditions dans lesquelles vivaient les déplacés internes étaient consternantes. Sur un site, les déplacés internes n'avaient encore reçu aucune aide. Ils avaient utilisé des feuilles et des brindilles pour construire des abris. Les enfants n'allaient pas à l'école. De nombreux déplacés internes avaient du fuir sans leur carte d'identité. Les femmes manquaient d'accès à des articles sanitaires, et disaient se sentir vulnérables aux attaques lorsqu'elles quittaient le village pour aller chercher de l'eau et du bois. Des familles de déplacés internes ont raconté à RI que c'était la deuxième ou troisième fois qu'elles étaient déplacées.

Malgré l'ampleur de la crise, peu d'acteurs humanitaires réagissent. Peu d'organisations de protection opèrent dans la zone, malgré le besoin évident d'une réponse en matière de protection, en particulier en réponse aux VBG. Entre 2006 et 2011, quand les attaques mai mai ont cessé dans la région, le Katanga était considéré comme relevant d'un contexte de développement. Les acteurs humanitaires qui avaient réagi à la crise s'étaient soit retirés, soit avaient remplacé leurs programmes par des projets de développement. Lors de la recrudescence de la violence en 2011, les agences n'étaient pas préparées à répondre et ont été lentes à déployer du personnel avec de l'expérience humanitaire.

Les représentants d'ONG ont dit à RI que la présence de l'ONU au Katanga, à quelques exceptions près, est très faible. La perception selon laquelle les agences humanitaires de l'ONU ont donné la priorité aux Kivus règne au sein des ONG. Mais de fait, la même chose peut être dite de la réponse des ONG. Par exemple, il y a environ deux fois plus de déplacés internes au nord Kivu qu'au Katanga, mais dix fois plus d'organisations humanitaires.

Heureusement, il existe un réseau d'ONG nationales assez fort qui devrait continuer à être soutenu. Cependant, les ONG sont confrontées aux mêmes défis en terme de financement et de capacité que les ONG internationales. Globalement, les humanitaires reconnaissent eux-mêmes, non sans frustration, qu'ils échouent à réagir de manière efficace au Katanga.

Plusieurs raisons, dont le coût élevé des opérations du aux contraintes logistiques et à la mauvaise qualité des infrastructures, ont été citées pour expliquer le manque de mobilisation humanitaire au Katanga. L'absence de financement, cependant, est la raison la plus citée. Chacune des agences humanitaires opérant actuellement au Katanga interviewée par RI voulait étendre ses programmes mais n'en avait pas la possibilité à cause de contraintes financières. En effet, le pays entier, Kivus compris, est miné par un manque de financement. Les crises actuelles au Sud Soudan, en République Centrafricaine et en Syrie, ainsi qu'une lassitude vis-à-vis de la RDC en particulier, ont été citées comme des raisons expliquant la pénurie de financement humanitaire. Avec seulement 24 pourcent du plan de réponse stratégique de l'ONU financé, l'aide aux déplacés internes et aux familles d'accueil à travers le pays vient ne suffit pas. Et sans soutien supplémentaire de donateurs, il est évident que consacrer plus d'argent à la crise humanitaire au Katanga signifie une réduction des programmes dans d'autres provinces.

Le Représentant spécial du Secrétaire général en RDC a visité le Katanga en février 2014, attirant l'attention sur la crise humanitaire et sécuritaire croissante. Les acteurs humanitaires ont dit à RI que sa visite avait entraîné des changements subtils mais importants dans la réponse. Comme l'a expliqué un humanitaire : « les donateurs et politiciens se focalisaient sur les Kivus et commencent doucement à réagir à la crise ici. » Le Coordonnateur humanitaire de l'ONU, en revanche, a été largement critiqué pour ne pas avoir visité le Katanga et ne pas avoir accentué à quel point cette crise négligée constituait une priorité. Le Coordonnateur humanitaire devrait ainsi utiliser son rôle de défenseur pour promouvoir l'importance de la crise au Katanga.

La récente attribution de 5 millions d'euros pour le Katanga par l'office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO), dont la majeure partie ira à des programmes de sécurité alimentaire et au Programme Alimentaire Mondial (PAM) est une preuve de la préoccupation croissante que la crise au Katanga suscite. L'affectation de ces ressources est un développement important et permettra au PAM (qui connaît un manque de financement à travers le pays) et aux ONG à court d'argent d'augmenter leur capacité et d'étendre leurs programmes. De plus, l'insécurité alimentaire augmente de façon spectaculaire à travers la région et le nouveau financement sera extrêmement important afin de répondre aux besoins alimentaires immédiats des déplacés internes. Malheureusement, plutôt que d'attirer de nouvelles ONG comme il était espéré, le financement supplémentaire d'ECHO est allé aux ONG déjà présentes dans la province.

De plus, le fond commun, fond humanitaire de donateurs multiples sous l'autorité du Coordonateur humanitaire en RDC, déblocuera un fond spécial de 5 millions de dollars à des programmes de six mois au Katanga. Etant donné que le fond commun est lui-même confronté à un manque de financement cette année, les attributions iront en priorité à l'aide d'urgence. Cependant, les humanitaires avec qui RI a pu s'entretenir ont exprimé leur inquiétude vis-à-vis du fait que les programmes de protection, d'éducation et de VBG au Katanga sont souvent considérés comme étant secondaires. Bien que la focalisation sur l'aide d'urgence soit essentielle étant donné l'aggravation du contexte humanitaire, il est important de noter qu'il y a toujours de grands manques de financement pour les activités liées à la protection, notamment aux VBG, à l'éducation d'urgence et aux habitats.

Bien que les taux de prévalence ne soient pas clairs, RI est très inquiet du manque de réponse fournie aux survivantes de VBG. Les femmes et filles dans les zones affectées par les combats entre le Bakata Katanga et les FARDC sont confrontées à un risque de violence sexuelle et d'autres formes de VBG, et des preuves anecdotiques suggèrent que la violence sexuelle est répandue dans le conflit du Batwa-Luba. Les structures sanitaires ont été pillées et détruites lors du conflit. Ainsi, dans la plupart des zones, les femmes n'ont pas accès aux soins de santé. Le financement limité n'a pas permis d'équiper les structures sanitaires opérationnelles en kits de prophylaxie post-exposition et de réaliser la formation nécessaire. Etant donné la taille considérable des zones affectées par le conflit, les donateurs devraient faire en sorte que le recours à des cliniques mobiles équipées pour répondre aux besoins médicaux des survivantes soit une priorité.

Les schémas de déplacement fluides et dynamiques viennent encore compliquer la réponse humanitaire. Les déplacés internes sont déplacés à plusieurs reprises quand le Bakata Katanga attaque des villages où ils ont trouvé refuge. Dans certains cas, les déplacés internes retournent à leur village, où ils sont attaqués de nouveau. Les ONG expliquent que ces dynamiques rendent la réponse difficile à mettre en œuvre. Comme l'a expliqué une ONG à RI : « Nous arrivons dans un village avec notre liste de distribution et trouvons beaucoup plus de déplacés internes que prévu. Nous sommes encore submergés par les besoins. » Etant donnée la nature cyclique et fluide des schémas de déplacement, et le manque d'agences humanitaires opérant dans les zones de conflit, certains donateurs disent manquer d'analyse claire concernant les besoins. Mais sans un nombre suffisant de partenaires sur le terrain, il est difficile d'avoir des informations détaillées sur les besoins précis. Il

en résulte que les acteurs humanitaires sont pris dans un cercle vicieux, étant dans l'incapacité d'augmenter leurs programmes afin de répondre aux besoins croissants de la population.

Bien que la plupart des déplacements au Katanga soient fluides, il y a des zones où les déplacés internes ont été déplacés de manière plus durable. Comme dans d'autres parties de la RDC, une majorité de déplacés internes vit au sein de familles d'accueil, mais les manques de financement empêchent les agences humanitaires d'aider les hôtes qui ont pour la plupart épuisé leurs maigres ressources en aidant les déplacés internes. Dans la mesure du possible, le soutien permettant aux déplacés internes et aux communautés d'accueil d'être plus autonomes devrait être une priorité pour les agences humanitaires. Les exemples incluent la distribution de graines et d'outils, des programmes argent contre travail et des programmes d'alimentation scolaire. Du fait de la prolifération globale des crises humanitaires, il est probable que le financement pour la RDC continue de baisser dans les années à venir. Ainsi, renforcer l'autonomie des communautés dans les zones affectées par le conflit pourrait les rendre moins dépendantes à l'assistance humanitaire dans la durée. Etant donné que l'on s'attend largement à voir la violence persister jusqu'aux élections présidentielles de 2016, ces investissements pourraient être vitaux.

PROTEGER LES CIVILS

Après trois ans de crise au Katanga, les efforts internationaux pour protéger les civils sont tout à fait inadéquats. Lors de la visite de RI, seuls 450 des 19 500 militaires de la MONUSCO étaient déployés dans l'ensemble de la province. Dans les zones affectées par le Bakata Katanga, la mission dispose de trois hélicoptères et trois bases opérationnelles temporaires (BOT) de 40 soldats chacune. Au début de l'année 2014, la MONUSCO a déployé environ 100 gardiens de la paix égyptiens afin d'établir une présence à Pweto, mais les soldats ont rapidement contracté la malaria et ont dû être retirés. A l'heure actuelle, leur date et lieu de redéploiement ne sont pas clairs.

RI a pu visiter une base de la MONUSCO dans la région affectée par le conflit et a rencontré des soldats et du personnel civil qui étaient extrêmement frustrés de manquer de ressources et de ne pas pouvoir plus protéger les civils. Les 35 gardiens de la paix étaient en charge de la patrouille de plus de 20 000 kilomètres carrés de territoire et devaient faire face à d'énormes défis logistiques. Les soldats et le personnel civil ont dû recevoir des rapports de nouvelles attaques chaque semaine mais disposer d'une

capacité de réponse limitée en raison du mauvais état des routes, du manque de fiabilité des véhicules et d'une absence de main d'œuvre. Ils étaient largement incapables de prévenir les attaques dans les zones situées à l'écart, y compris dans les villages affectés par le conflit Luba Batwa, ou de répondre aux incidents en cours.

La présence civile de la MONUSCO sur le terrain est également extrêmement faible. Une poignée d'agents de liaison avec la communauté (ALC) et des réseaux d'alerte communautaire opèrent hors des BOT dans le nord fournissent des renseignements précieux et facilitent l'interaction de la mission avec les populations locales. Cependant, peu de personnel civil international fonctionnel d'autres zones est basé sur le terrain. Cette capacité civile limitée empêche la MONUSCO de comprendre la direction du conflit, de documenter les exactions commises par les groupes armés (FARDC compris) et de soutenir les efforts de réconciliation.

La MONUSCO a bien un avantage important au nord Katanga : une réputation d'impartialité. A la différence du nord est de la RDC, les gardiens de la paix de l'ONU au Katanga ne mènent pas d'opérations conjointes aux FARDC et la brigade d'intervention de force de la mission n'y est pas présente. Les activités de protection de la MONUSCO se focalisent en particulier sur les patrouilles et la « protection par la présence ». De ce fait, les gardiens de la paix de la région ont dit à RI qu'ils n'étaient pas ciblés par le Bakata Katanga et autres groupes armés.

La MONUSCO a pour règle de ne pas entrer en contact avec le Bakata Katanga sans la coopération des autorités congolaises, pourtant les gardiens de la paix ont dit à RI que les rebelles qu'ils rencontraient au cours de leurs patrouilles n'étaient pas hostiles et leur parlaient. A certaines occasions, la MONUSCO a même pu accompagner des dirigeants locaux dans la brousse pour mener des discussions avec le Bakata Katanga. Selon des rapports de presse, l'un des plus hauts dirigeants Bakata Katanga, le susmentionné Gédéon, a même offert de désarmer la MONUSCO. Cependant, quand les gardiens de la paix patrouillent conjointement avec la FARDC, les rebelles refusent de coopérer.

Il ne fait aucun doute que les opérations de la MONUSCO dans la province devraient être renforcées, la question est de savoir dans quel but. Dans les Kivus, où la mission est la plus active, la MONUSCO tente de neutraliser les groupes armés et de restaurer l'autorité de l'Etat, souvent par des offensives conjointes aux FARDC. Employer une telle stratégie au Katanga serait peu judicieux and irréalisable. Etant donné l'intérêt du Conseil de sécurité pour les Kivus et le manque de ressources de maintien de la paix dans le

monde, la MONUSCO ne peut tout simplement pas mobiliser une force assez importante pour neutraliser le Bakata Katanga ou d'autres groupes armés locaux. Les opérations conjointes aux FARDC ne devraient pas être envisagées du fait des accusations de complicité de fonctionnaires gouvernementaux de la violence et de la mauvaise performance des forces congolaises au niveau local.

En somme, si la MONUSCO essaie de reproduire la stratégie qu'elle a mis en place dans les Kivus au Katanga, elle échouera à atteindre ses objectifs de protection, s'exposera à des attaques du Bakata Katanga et autres groupes armés et sera entraînée dans un conflit qu'elle ne comprend et ne contrôle pas. La MONUSCO devrait plutôt accepter ses limites au Katanga, faire des investissements stratégiques, puis soutenir les efforts pour une solution politique.

La MONUSCO devrait tout d'abord investir dans ses soldats sur le terrain. La mission devrait déployer des troupes additionnelles sur ses bases au sein des zones affectées par le conflit, et, dans la mesure du possible, préférer de meilleures bases opérationnelles de compagnie, plus grandes et équipées, à ses bases opérationnelles temporaires. Une augmentation des rangs de la mission de quelques centaines de soldats seulement (avec un soutien logistique adéquat) permettrait d'augmenter la fréquence des patrouilles et l'efficacité des efforts de protection civile. Cependant, ces soldats ne devraient pas participer à des opérations conjointes avec les FARDC, et les patrouilles conjointes devraient être limitées. Etant donné la surface immense de la région, la MONUSCO doit s'assurer d'avoir assez de bases afin accéder rapidement aux zones de conflit. Une nouvelle BOT devrait être établie au Mitwaba au minimum et le projet de fermeture de la BOT à Kongolo devrait être abandonné.

Le deuxième investissement de la MONUSCO devrait concerner la capacité civile. Le nombre d'ALC dans les zones affectées par le conflit devrait être au moins doublé et les quartiers généraux provinciaux de la MONUSCO à Kalemie et Lubumbashi devraient disposer d'assez de ressources pour analyser et interpréter correctement les données récoltées par les ALC. La présence de chargés d'affaires politiques et de charges d'affaires civiles (y compris de spécialistes de protection civile) améliorerait considérablement la compréhension de la dynamique des conflits de la mission et faciliterait la réconciliation, dans la mesure du possible. Enfin, des chargés de droits de l'homme et des chargés de protection infantile devraient également être déployés afin de suivre les violations, aider

les survivants et assurer l'adhérence de la MONUSCO à la politique de respect des droits de l'Homme de l'ONU.

RI a été informé du projet de la MONUSCO d'instaurer une « île de stabilité » en territoire Manono. Le concept « d'île » consiste à stabiliser une zone (grâce à des opérations de la MONUSCO ou des FARDC, ou grâce à des négociations avec des groupes armés) et de mettre en œuvre des projets visant à restaurer l'autorité de l'Etat sur une période de six mois. Aussi louables que soient ces objectifs, les « îles » dans d'autres parties de la RDC ont été mal mises en œuvre, aliénant les ONG comme les agences de l'ONU, et leurs résultats en terme de stabilité peuvent être remis en question. A la différence de la situation dans les Kivus, la MONUSCO jouit actuellement d'une bonne relation avec les acteurs humanitaires à Manono qui ne devrait pas être endommagée. C'est pourquoi la MONUSCO ne devrait pas créer d' « île » à Manono. A la suite des expériences négatives d' « îles » dans les Kivus, RI recommande également que ce concept soit abandonné au niveau national.

Une plus grande présence dans la région permettrait à la MONUSCO de mieux protéger les civils et de résoudre certains conflits. Pourtant, instaurer une réelle stabilité au Katanga demandera une implication politique de bien plus haut niveau. Les dirigeants congolais à Kinshasa et au Katanga n'ont toujours pas mis terme à des débats fondamentaux concernant la gouvernance et le développement de la province, quant à division du Katanga en provinces plus petites, à la distribution de ses ressources minérales et à la protection des droits de groupes marginalisés comme les Batwas. Ces problématiques attisent le conflit actuel. C'est pourquoi le Conseil de sécurité, le Représentant spécial du Secrétaire général et l'Envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs doivent pousser les discussions au niveau provincial et régional à propos du futur du Katanga bien avant les élections nationales de 2016. S'ils échouent à cela, les conséquences pour les Katangais et la RDC dans son ensemble pourraient être catastrophiques.

Michelle Brown et Michael Boyce ont évalué les besoins humanitaires des déplacés internes dans la province du Katanga en mai 2014.